

FP

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 45.296/4
DU 14 OCTOBRE 2008

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de l'Énergie, le 8 octobre 2008, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un avant-projet de loi "relatif à l'allocation de chauffage et aux réductions forfaitaires de chauffage", a donné l'avis suivant :

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996 et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La demande d'avis, datée du 7 octobre 2008, ne comportait aucune motivation de l'urgence.

Contacté par le greffe, le cabinet demandant a fait parvenir le 10 octobre, une nouvelle demande d'avis dans laquelle l'urgence est motivée comme suit :

"Vu l'urgence, motivée par le fait que le système des réductions forfaitaires pour le gaz naturel et l'électricité est entré en vigueur le 1^{er} juillet 2008 et que ces réductions seront attribués par le SPF Economie et plus par les fournisseurs, qu'il faut dès lors aussi vite possible modifier la loi dans ce sens, que le système des réductions forfaitaires mazout doit entrer en vigueur aussi vite possible, par analogie du système pour le gaz naturel et l'électricité, que la période de chauffe est élargie de 8 mois à une année civile, que le système d'avances pour le Fonds social est supprimé, qu'il faut dès lors mettre en œuvre le nouveau système le plus vite possible, qu'il faut alors introduire ce projet aux Chambres dans les meilleurs délais, il me serait agréable que l'avis soit rendu dans le délai prescrit en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2° des lois coordonnées sur le Conseil d'État."

L'urgence n'est ainsi formellement motivée que pour le chapitre IV de l'avant-projet, comprenant l'article 23, et intitulé "La loi programme du 8 juin 2008-réductions forfaitaires pour les fournitures de gaz et d'électricité."

Pour le reste, la motivation est tautologique, puisqu'elle se borne à indiquer que les nouveaux systèmes prévus par l'avant-projet doivent être mis en œuvre "aussi vite que possible" et "le plus vite possible".

Au surplus pour les chapitres II et III, l'avant-projet ne prévoit pas l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions avant le 1^{er} janvier 2009.

La demande d'avis ne fait donc pas apparaître, les raisons pour lesquelles les dispositions des chapitres II et III de l'avant-projet sont à ce point urgentes qu'il est nécessaire que l'avis soit rendu dans un délai plus court que celui prévu par l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'État (30 jours). Il ne ressort en outre ni de la demande d'avis ni de l'avant-projet lui-même que les dispositions de ces chapitres présentent une connexité telle avec les dispositions du chapitre IV qu'il s'imposerait qu'elles soient examinées et adoptées concomitamment par les chambres législatives.

En conséquence, la demande d'avis n'est pas recevable en tant qu'elle porte sur les dispositions contenues dans les chapitres II et III de l'avant-projet.

*
* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations ci-après.

Observation sur le Chapitre IV

La loi-programme du 8 juin 2008 prévoit, en son article 9, alinéa 1^{er}, un système de réductions forfaitaires pour la fourniture de gaz naturel de chauffage et d'électricité formulé comme suit :

"Des réductions forfaitaires s'élevant respectivement à septante-cinq EUR pour la fourniture de gaz naturel de chauffage et à cinquante EUR pour la fourniture d'électricité de chauffage sont octroyées en faveur des clients finaux définis à l'article 10. Ces réductions forfaitaires sont imputées par les fournisseurs sous forme de réduction de prix calculée sur les factures de régularisation établies par les fournisseurs de gaz naturel et d'électricité à partir d[u] 1^{er} juillet 2008."

La loi en projet tend à remplacer la deuxième phrase de cet alinéa ⁽¹⁾, comme suit :

"Ces réductions forfaitaires sont accordées par le SPF Economie, Classes moyennes et Energie sur base d'une demande d'un client résidentiel, sur un formulaire, transmis avec les factures de régularisation, établies par les fournisseurs de l'électricité, à partir du 1^{er} juillet 2008."

⁽¹⁾ Il y a sur ce point une discordance entre le texte néerlandais et le texte français, dont la phrase liminaire indique que c'est l'ensemble de l'alinéa qui est remplacé, ce qui rendrait le texte incompréhensible.

Dans le système actuellement en vigueur, les fournisseurs de gaz et d'électricité se voient imposer d'appliquer une réduction de prix lorsqu'ils fournissent du gaz naturel ou de l'électricité de chauffage à une catégorie de personnes, déterminée en fonction d'un montant maximal de revenus nets imposables de leur ménage.

Dans le système tel que modifié par la loi en projet, l'État attribue directement à cette catégorie de personnes un montant forfaitaire déterminé lorsque ces personnes justifient avoir consommé du gaz naturel ou de l'électricité pour leur chauffage.

Dans la mesure où il est ainsi modifié, le système mis en place ne peut plus s'identifier à un système de régulation des prix, pour lequel l'État fédéral est compétent en vertu de l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 5, 3°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, mais constitue une aide accordée directement par l'État à une catégorie de personnes.

Dans son avis 34.380/VR, donné le 21 novembre 2002 ⁽²⁾, le Conseil d'État, section de législation, a rappelé comme suit les frontières de la compétence fédérale en matière d'aide aux personnes.

"En vertu des articles 128, § 1^{er}, et 130, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, et alinéa 2, de la Constitution, les communautés règlent les matières personnalisables, telles qu'elles sont arrêtées par la loi, adoptée à la majorité spéciale en ce qui concerne les Communautés flamande et française et à la majorité ordinaire en ce qui concerne la Communauté germanophone. L'article 5, § 1^{er}, II, de la loi spéciale précitée du 8 août 1980, auquel renvoie l'article 4, § 2, de la loi précitée du 31 décembre 1983, énonce que les matières personnalisables comprennent notamment l'«aide aux personnes». Cette même disposition énumère de manière plus spécifique sept matières entrant dans cette attribution, en les précisant et en les assortissant d'éventuelles réserves; il s'agit des matières suivantes : (1°) «la politique familiale (...», (2°) «la politique d'aide sociale (...», (3°) «la politique d'accueil et d'intégration des immigrants», (4°) «la politique des handicapés (...», (5°) «la politique du troisième âge (...», (6°) «la protection de la jeunesse (...» et (7°) «l'aide sociale aux détenus (...»."

(2) Avis sur un projet d'amendement insérant un chapitre "Financement et mise en oeuvre du programme de réduction de la fracture numérique" (Doc. parl., Chambre, 2002-03, n° 50-2239/1, p. 16-25). Voir également l'avis 39.310, donné les 4, 7 et 8 novembre 2005, sur un avant-projet de loi, devenu la loi-programme du 27 décembre 2005 (Doc. parl., Chambre, 2005-06, n° 51-2097/1, p. 194-198).

La Cour d'arbitrage a interprété comme suit cette attribution de compétence, dans une affaire relative à un décret portant organisation d'une assurance soins :

«Il se déduit de ces dispositions que le Constituant et le législateur spécial ont entendu confier aux communautés, au titre des matières personnalisables, toute la matière de l'aide aux personnes et que celle-ci comprend notamment l'aide et l'assistance aux familles, la politique d'aide sociale, la politique des handicapés et la politique du troisième âge. (...).

Il importe peu que la catégorie des bénéficiaires des mesures critiquées ne soit pas expressément mentionnée dans l'énumération de l'article 5, § 1^{er}, II, de la loi spéciale du 8 août 1980. Il faut en effet considérer que le Constituant et le législateur spécial, dans la mesure où ils n'en disposent pas autrement, ont attribué aux communautés et aux régions toute la compétence d'édicter les règles propres aux matières qui leur ont été transférées.

L'aide que les communautés peuvent prévoir n'est donc pas limitée aux diverses catégories de personnes énumérées à l'article 5, § 1^{er}, II.»⁽³⁾.

L'amendement concerne, dès lors, une matière qui relève en principe de la compétence des communautés."

Une conclusion semblable s'impose à l'égard du régime d'aide du présent avant-projet.

Comme dans l'avis précité, il échet toutefois d'examiner si l'État fédéral ne peut se prévaloir, en l'espèce, de l'une ou l'autre exception à la compétence des communautés. Seul l'article 5, § 1^{er}, II, 2°, a) et b), de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles pourrait être pertinent à l'égard d'un régime d'aide, destiné à une catégorie de personnes définies exclusivement en fonction de leurs revenus, et consistant à leur apporter une aide financière lorsqu'elles justifient avoir acquis de l'énergie en vue de chauffer leur résidence. L'article 5, § 1^{er}, II, 2°, a) et b), énonce :

"Les matières personnalisables (...) sont :

II. En matière d'aide aux personnes :

(...)

⁽³⁾ C.A., arrêt n° 33/2001, du 13 mars 2001, cons. B.3.3 et B.3.4. En ce sens aussi, l'avis 31.310/3 de la section de législation du Conseil d'État du 5 avril 2001 (Doc. parl., Parl. fl., 1999-2000, n° 355- 2, pp. 4-12).

- 2° La politique d'aide sociale, en ce compris les règles organiques relatives aux centres publics d'aide sociale, à l'exception :
- a) de la fixation du montant minimum, des conditions d'octroi et du financement du revenu légalement garanti, conformément à la législation instituant le droit à un minimum de moyens d'existence;
 - b) des matières relatives aux centres publics d'aide sociale, réglées par les articles 1^{er} et 2 et dans les chapitres IV, V et VII de la loi organique du 8 juillet 1976 relative aux centres publics d'aide sociale sans préjudice de la compétence des communautés d'octroyer des droits supplémentaires ou complémentaires."

En ce que cette disposition confie en principe la politique d'aide sociale aux communautés, la jurisprudence de la Cour constitutionnelle et de la section de législation du Conseil d'État est fixée comme suit :

"La politique dont il est question dans cette disposition vise spécifiquement à fournir une assistance aux personnes qui se trouvent dans le besoin. La nature et l'origine du besoin ne jouent en principe aucun rôle pour cet aspect de l'aide aux personnes. L'aide que les communautés peuvent prévoir en vertu de cette disposition n'est donc (...) pas limitée aux diverses catégories de personnes mentionnées dans les autres subdivisions de l'article 5, § 1^{er}, II, de la loi spéciale du 8 août 1980, ni à l'octroi d'une aide non différenciée." ⁽⁴⁾

La compétence fédérale en la matière ne serait admissible que si elle pouvait se fonder sur les exceptions visées aux litteras a) ou b) de l'article 5, § 1^{er}, II, 2°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

En ce qui concerne la première exception visée au littera a), la section de législation renvoie à nouveau à l'avis 34.380/VR, précité :

"En vertu de la compétence accordée à l'autorité fédérale en matière de «fixation du montant minimum, des conditions d'octroi et du financement du revenu légalement garanti, conformément à la législation instituant le droit à un minimum de moyens d'existence» sur la base du littera a), précité, le législateur fédéral peut prendre des mesures qui se caractérisent principalement par l'octroi d'une aide financière destinée à assurer des ressources suffisantes à leurs destinataires. Elles doivent viser en principe à améliorer la situation financière

⁽⁴⁾ C.C., arrêt n° 110/99, du 14 octobre 1999, cons. B.7.5.1; dans le même sens : C.C., arrêt n° 101/2001, du 13 juillet 2001, cons. B.5.1; avis 29.966-29.969/VR, donné le 2 mai 2000 (Doc. parl., Chambre, 1999-2000, n° 50-19/3, p. 6, n° 2); avis 32.233/3, donné le 4 décembre 2001, sur le projet devenu la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale (Doc. parl., Chambre, 2001-2002, n° 50-1603/1, p. 66, n° 5).

globale des intéressés pour les mettre à un niveau qui leur permet, conformément à l'article 23, alinéa 1^{er}, de la Constitution, de mener une vie conforme à la dignité humaine. Les mesures d'intégration sociale qui sont mises en oeuvre à cette occasion sont admissibles au titre de la compétence fédérale si elles présentent un lien suffisant avec cet objectif, poursuivi de manière indifférenciée quant à l'objet de l'aide."

L'aide prévue par le présent avant-projet ne présente pas cette caractéristique.

Par ailleurs cette aide étant accordée directement par l'autorité fédérale, sans intervention des centres publics d'action sociale, la section de législation n'a pas examiné la question de savoir si l'État fédéral puise sa compétence dans la seconde exception qui lui est réservée par l'article 5, § 1^{er}, II, 2°, b), de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles ⁽⁵⁾.

⁽⁵⁾ Sur cette question, voir notamment l'avis 34.380/VR précité (spécialement les paragraphes 6 et 7 sous l'observation "Compétence de l'autorité fédérale" et l'avis 39.310/3/1 précité (spécialement les observations 3.3.1 et suivantes sous le chapitre 8).

La chambre était composée de

Messieurs	P. HANSE,	président de chambre,
	P. LIÉNARDY,	conseillers d'État,
	J. JAUMOTTE,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. L. DETROUX, premier auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

C. GIGOT

P. HANSE

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 45.296/4
VAN 14 OKTOBER 2008

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 8 oktober 2008 door de Minister van Energie verzocht hem, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende de minimumvoorwaarden van contracten tot levering van huisbrandolie met spreiding van betaling aangeboden door geregistreerde handelaren", heeft het volgende advies gegeven :

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996 en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

De 7 oktober 2008 gedateerde adviesaanvraag bevatte geen enkele motivering van het verzoek tot spoedbehandeling.

Daartoe door de griffie verzocht, heeft het kabinet dat het advies aangevraagd had, op 10 oktober een nieuwe adviesaanvraag ingediend waarin het verzoek tot spoedbehandeling als volgt wordt gemotiveerd :

"Vu l'urgence, motivée par le fait que le système des réductions forfaitaires pour le gaz naturel et l'électricité est entré en vigueur le 1^{er} juillet 2008 et que ces réductions seront attribués par le SPF Economie et plus par les fournisseurs, qu'il faut dès lors aussi vite possible modifier la loi dans ce sens, que le système des réductions forfaitaires mazout doit entrer en vigueur aussi vite possible, par analogie du système pour le gaz naturel et l'électricité, que la période de chauffe est élargie de 8 mois à une année civile, que le système d'avances pour le Fonds social est supprimé, qu'il faut dès lors mettre en œuvre le nouveau système le plus vite possible, qu'il faut alors introduire ce projet aux Chambres dans les meilleurs délais, il me serait agréable que l'avis soit rendu dans le délai prescrit en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2° des lois coordonnées sur le Conseil d'État."

Het spoedeisende karakter ervan wordt aldus alleen uitdrukkelijk gemotiveerd met betrekking tot hoofdstuk IV van het voorontwerp, dat artikel 23 bevat en waarvan het opschrift luidt : "Programmawet van 8 juni 2008 - Forfaitaire verminderingen voor de leveringen van aardgas en elektriciteit."

Voorts is de motivering tautologisch, vermits ze zich ertoe beperkt aan te geven dat de nieuwe systemen voorgeschreven bij het voorontwerp zo spoedig mogelijk ten uitvoer moeten worden gelegd in het Frans : "aussi vite que possible" en "le plus vite possible".

Bovendien bepaalt het voorontwerp met betrekking tot de hoofdstukken II en III dat de nieuwe bepalingen pas op 1 januari 2009 in werking zullen treden.

.../...

Uit de adviesaanvraag blijken dus niet de redenen waarom de bepalingen van de hoofdstukken II en II van het voorontwerp dermate spoedeisend zijn dat het advies moet worden verstrekt binnen een kortere termijn dan die welke wordt gesteld in artikel 84, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, te weten binnen 30 dagen. Noch uit de adviesaanvraag, noch uit het voorontwerp zelf blijkt bovendien dat de bepalingen van die hoofdstukken dermate verknocht zijn met de bepalingen van hoofdstuk IV dat ze gelijktijdig door de wetgevende kamers moeten worden onderzocht en goedgekeurd.

De adviesaanvraag is derhalve niet ontvankelijk in zoverre ze de bepalingen betreft die zijn vervat in de hoofdstukken II en III van het voorontwerp.

*

* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Opmerking omtrent hoofdstuk IV

Artikel 9, eerste lid, van de programmawet van 8 juni 2008 voorziet in een systeem van forfaitaire verminderingen voor de levering van aardgas voor verwarming en elektriciteit, luidende :

"Forfaitaire verminderingen van respectievelijk vijfenzeventig EUR voor de aardgaslevering voor verwarming en tot vijftig EUR voor de elektriciteitslevering voor verwarming worden toegekend aan de eindafnemers zoals gedefinieerd in artikel 10. Deze forfaitaire verminderingen worden door de leveranciers bij wijze van een prijsvermindering aangerekend op de eindafrekeningen, opgesteld door de aardgas- en elektriciteitsleveranciers vanaf 1 juli 2008."

.../...

De ontworpen wet strekt ertoe de tweede zin van dit lid ⁽¹⁾ als volgt te vervangen :

"Deze forfaitaire verminderingen worden toegekend door de FOD Economie, KMO, Middenstand en Energie op basis van een aanvraag van de residentiële klant op een formulier, afgeleverd bij de eindafrekeningen, door de elektriciteitsleveranciers vanaf 1 juli 2008."

In het thans vigerende systeem moeten de gas- en elektriciteitsleveranciers een prijsvermindering toepassen wanneer ze aardgas of elektriciteit voor verwarming leveren aan een categorie van personen die wordt bepaald op basis van een maximumbedrag van het belastbaar netto-inkomen van hun huishouden.

In het bij de ontworpen wet gewijzigde systeem kent de Staat rechtstreeks aan deze categorie van personen een bepaald forfaitair bedrag toe indien ze aantonen aardgas of elektriciteit voor hun verwarming te hebben verbruikt.

In zoverre het ingevoerde systeem aldus wordt gewijzigd, kan het niet meer worden beschouwd als een systeem van prijsregulering, waarvoor de federale Staat bevoegd is krachtens artikel 6, § 1, VI, vijfde lid, 3°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, maar vormt het een steun die de Staat rechtstreeks toekent aan een categorie van personen.

De Raad van State, afdeling wetgeving, heeft in zijn advies 34.380/VR, verstrekt op 21 november 2002 ⁽²⁾, de grenzen van de federale bevoegdheid op het stuk van de bijstand aan personen als volgt geformuleerd :

"Krachtens de artikelen 128, § 1, en 130, § 1, eerste lid, 2°, en tweede lid, van de Grondwet regelen de gemeenschappen de persoonsgebonden aangelegenheden, zoals die vastgesteld worden bij de wet, aangenomen met een

⁽¹⁾ Er bestaat in dit opzicht een discrepantie tussen de Nederlandse en de Franse tekst : in de inleidende zin van de Franse lezing wordt immers aangegeven dat het hele lid wordt vervangen, waardoor de tekst onbegrijpelijk zou worden.

⁽²⁾ Advies omtrent een ontwerp van amendement tot invoeging van een hoofdstuk "Financiering en invoering van het programma tot vermindering van de digitale kloof" (Gedr. Stuk Kamer, 2002-03, nr. 50-2239/1, blz. 16-25). Zie ook advies 39.310, op 4, 7 en 8 november 2005 verstrekt omtrent een voorontwerp van wet dat de programmawet van 27 december 2005 is geworden (Gedr. Stuk Kamer, 2005-06, nr. 51-2097/1, blz. 194-198).

bijzondere meerderheid wat de Franse en de Vlaamse Gemeenschap betreft, en met een gewone meerderheid wat de Duitstalige Gemeenschap betreft. Artikel 5, § 1, II, van de voornoemde bijzondere wet van 8 augustus 1980, waarnaar verwezen wordt in artikel 4, § 2, van de voormelde wet van 31 december 1983, bepaalt dat de persoonsgebonden aangelegenheden onder meer «de bijstand aan personen» omvatten. In diezelfde bepaling wordt een nauwkeuriger opsomming gegeven van zeven aangelegenheden die onder die bevoegdheid ressorteren, waarbij die aangelegenheden worden gepreciseerd en daarbij in voorkomend geval enig voorbehoud wordt gemaakt; het gaat om de volgende aangelegenheden : (1°) «het gezinsbeleid (...)»; (2°) «het beleid inzake maatschappelijk welzijn (...)»; (3°) «het beleid inzake onthaal en integratie van inwijkelingen»; (4°) «het beleid inzake minder-validen (...)»; (5°) «het bejaardenbeleid (...)»; (6°) «de jeugdbescherming (...)» en (7°) «de sociale hulpverlening aan gedetineerden (...)».

In een zaak betreffende een decreet houdende de organisatie van een zorgverzekering, heeft het Arbitragehof die opdracht van bevoegdheid als volgt geïnterpreteerd :

«Uit die bepalingen kan worden afgeleid dat de Grondwetgever en de bijzondere wetgever de gemeenschappen de hele materie betreffende de bijstand aan personen als persoonsgebonden aangelegenheden wilden toevertrouwen en dat die met name de hulp en bijstand aan gezinnen, het beleid inzake maatschappelijk welzijn, het beleid inzake mindervaliden en het bejaardenbeleid omvat. (...).

Het heeft weinig belang dat de categorie van begunstigten van de bestreden maatregelen niet uitdrukkelijk in de opsomming van artikel 5, § 1, II, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 is vermeld. Men moet immers ervan uitgaan dat de Grondwetgever en de bijzondere wetgever, voor zover zij er niet anders over hebben beschikt, aan de gemeenschappen en gewesten de volledige bevoegdheid hebben toegekend tot het uitvaardigen van de regels die eigen zijn aan de hun toegewezen aangelegenheden.

De bijstand waarin de gemeenschappen kunnen voorzien is derhalve niet beperkt tot de diverse categorieën van personen die worden vermeld in artikel 5, § 1, II.»⁽³⁾.

Het amendement heeft dan ook betrekking op een aangelegenheid die in principe tot de bevoegdheid van de gemeenschappen behoort."

Een soortgelijke conclusie moet worden gemaakt in verband met de steunregeling in dit voorontwerp.

⁽³⁾ Arbitragehof, arrest nr. 33/2001 van 13 maart 2001, overw. B.3.3 en B.3.4. Zie in deze zin eveneens advies 31.310/3 dat de afdeling wetgeving van de Raad van State op 5 april 2001 heeft uitgebracht (Gedr. St., Vlaams Parlement, 1999-2000, nr. 355-2, blz. 4-12).

Net als in het voornoemde advies moet echter worden onderzocht of de federale overheid in casu niet kan steunen op deze of gene uitzondering op de bevoegdheid van de gemeenschappen. Alleen artikel 5, § 1, II, 2°, a) en b), van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen kan relevant zijn in verband met een steunregeling bestemd voor een categorie van personen die uitsluitend op basis van hun inkomen worden gedefinieerd, waarbij hun financiële steun wordt verleend indien ze aantonen energie te hebben aangekocht voor het verwarmen van hun woning. Artikel 5, § 1, II, 2°, a) en b), bepaalt :

"De persoonsgebonden aangelegenheden (...) zijn :

(...)

Wat de bijstand aan personen betreft :

(...)

- 2° Het beleid inzake maatschappelijk welzijn, met inbegrip van de organieke regels betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, met uitzondering van :
- a) de vaststelling van het minimumbedrag, de toekenningsvoorwaarden en de financiering van het wettelijk gewaarborgd inkomen overeenkomstig de wetgeving tot instelling van het recht op een bestaansminimum;
 - b) de aangelegenheden met betrekking tot de openbare centra voor maatschappelijk welzijn die geregeld zijn in de artikelen 1 en 2 en in de hoofdstukken IV, V en VII van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, onverminderd de bevoegdheid van de Gemeenschappen om aanvullende of bijkomende rechten toe te kennen."

Voorzover het beleid inzake maatschappelijk welzijn bij die bepaling in principe aan de gemeenschappen is opgedragen, luidt de vaste rechtspraak van het Grondwettelijk Hof en van de afdeling wetgeving van de Raad van State als volgt :

"Het in die bepaling bedoelde beleid is specifiek gericht op het verschaffen van bijstand aan mensen die in nood verkeren. De aard en de oorzaak van de nood spelen bij dit aspect van de bijstand aan personen in beginsel geen rol. De bijstand waarin de gemeenschappen op grond van die bepaling kunnen voorzien is derhalve (...) niet beperkt tot de diverse categorieën van personen die worden vermeld in de overige onderdelen van artikel 5, § 1, II, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, noch tot het verlenen van een niet-gedifferentieerde bijstand." ⁽⁴⁾

⁽⁴⁾ Arbitragehof, arrest nr. 110/99 van 14 oktober 1999, overw. B.7.5.1; zie in dezelfde zin Arbitragehof, arrest nr. 101/2001 van 13 juli 2001, overw. B.5.1; advies 29.966-29.969/VR, van 2 mei 2000 (Gedr. St., Kamer, 1999-2000, nr. 50-19/3, blz. 6, nr. 2); advies 32.233/3 van 4 december 2001 over het ontwerp dat geleid heeft tot de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op sociale integratie (Gedr. St., Kamer, 2001-2002, nr. 50-1603/1, blz. 66, nr. 5).

Een federale bevoegdheid terzake zou alleen kunnen worden aanvaard als daarvoor grond te vinden is in de uitzonderingen vervat in de onderdelen a) en b) van artikel 5, § 1, II, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Wat betreft de eerste uitzondering omschreven in punt a), verwijst de afdeling wetgeving opnieuw naar het voornoemde advies 34.380/VR :

"Krachtens de bevoegdheid inzake het 'vaststellen van het minimumbedrag, de toekenningsvoorwaarden en de financiering van het wettelijk gewaarborgd inkomen overeenkomstig de wetgeving tot instelling van het recht op een bestaansminimum' die op grond van het voormelde onderdeel a) aan de federale overheid is opgedragen, kan de federale wetgever maatregelen treffen die hoofdzakelijk gekenmerkt worden door de toekenning van financiële steun die dient om ervoor te zorgen dat degene die deze steun krijgt over voldoende bestaansmiddelen beschikt. Die maatregelen moeten er in principe toe strekken de totale financiële toestand van de betrokkenen te verbeteren zodat die op een niveau komen waardoor ze overeenkomstig artikel 23, eerste lid van de Grondwet een menswaardig leven kunnen leiden. De maatregelen inzake maatschappelijke integratie die bij die gelegenheid worden uitgevoerd, kunnen als een onderdeel van de federale bevoegdheid worden beschouwd als ze voldoende verband vertonen met die doelstelling die nagestreefd wordt ongeacht het voorwerp van de steun."

Dit is niet het geval met de steun waarin dit voorontwerp voorziet.

Aangezien die steun rechtstreeks wordt toegekend door de federale overheid, zonder de medewerking van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, heeft de afdeling wetgeving voorts niet onderzocht of de federale Staat zijn bevoegdheid ontleent aan de tweede uitzondering, waarin artikel 5, § 1, II, 2°, b) van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen voorziet ⁽⁵⁾.

⁽⁵⁾ Omtrent deze aangelegenheid, zie meer bepaald het voornoemde advies 34.380/VR (inzonderheid de punten 6 en 7 onder de opmerking "Bevoegdheid van de federale overheid") en het voornoemde advies 39.310/3/1 (meer bepaald de opmerkingen 3.3.1 e.v. onder hoofdstuk 8).

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Ph. HANSE,	kamervoorzitter,
	P. LIÉNARDY,	staatsraden,
	J. JAUMOTTE,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. L. DETROUX, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

C. GIGOT

Ph. HANSE